

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 octobre 2017

CAUSERIE

Vous avez Macron, nous avons Modi : Chassons-les du pouvoir !

- En Inde, une rigoureuse prohibition d'alcool dans le Bihar - AFP

Un an et demi après son entrée en vigueur, une rigoureuse prohibition d'alcool dans l'État pauvre du Bihar, dans le nord de l'Inde, est scrutée à la loupe et pourrait bien être répliquée dans d'autres régions de ce pays d'Asie du Sud.

Au poste douanier de Rajauli, à la frontière du Bihar et de son voisin méridional le Jharkhand, rickshaws, voitures et bus sont minutieusement fouillés. Depuis mi-2016, toute consommation ou détention d'alcool est interdite au Bihar, État sous-développé de 100 millions d'habitants qui jouxte le Népal.

(Hormis la route qui longe la mer et traverse des villes ou villages, l'équivalent d'une départementale en France, sur l'unique route (une sorte d'autoroute mais pas fermée ou 4 voies séparées par un terre-plein où broutent les vaches!) qui mène de Chennai à Pondichéry et vers la pointe sud de l'Inde, il existe un péage où est installé un poste de police. Ce péage fait donc également office de barrière douanière entre l'Etat du Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, puisque les policiers fouillent au hasard (ou presque) des véhicules à la recherche d'alcool, et occasionnellement, quand les Indiens ont perçu leur salaire ou au moment des fêtes, ils vérifient toujours au hasard ou presque que les conducteurs de deux roues possèdent bien un permis et une assurance, personnellement je n'ai jamais été contrôlé bien que j'y passe deux fois par jour depuis trois ans... parce que je suis Blanc ! Ils ne contrôlent jamais les femmes non plus, vous devinez pourquoi. L'alcool n'est pas prohibé au Tamil Nadu, mais les taxes y sont beaucoup élevées qu'à Pondichéry, d'où ces contrôles. Ils ne contrôlent pas l'état des véhicules, ils s'en foutent complètement. Comme ils se foutent que des troupeaux de vaches soient installées le soir au beau milieu de la 4 voies. Il y a quelques jours j'ai interpellé des policiers pour leur signaler, les vaches étaient visibles d'où nous étions, en guise de réponse ils se sont marrés et m'ont fait signe de circuler, j'ai redémarrer sans rien dire, que dire ? - LVOG)

Le Bihar a désormais la boisson dans le nez: depuis son application, 71.000 personnes ont été emprisonnées pour avoir enfreint l'interdiction, condamnées jusqu'à cinq ans de prison pour certaines.

(Un régime tyrannique. - LVOG)

Environ un million de litres de boissons alcoolisées ont été saisis dans l'État, mais la majeure partie s'est mystérieusement volatilisée. Les autorités ont provoqué la consternation en assurant que les bouteilles confisquées avaient été bues par... des rats.

(Qu'elles ne s'étonnent pas ensuite qu'on les traite de rats ! Ils osent tout au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. - LVOG)

Mesure électoralement payante, la prohibition d'alcool a actuellement le vent en poupe dans l'Inde du nationaliste hindou Narendra Modi. La mesure figure de longue date dans la Constitution indienne, mais dans une section de recommandations générales qui n'ont pas force de loi.

Des élus du Madhya Pradesh, du Jharkhand, du Rajasthan et du Tamil Nadu ont à leur tour demandé ou promis une réglementation similaire, mais sans donner de calendrier.

(Impossible à appliquer avec le trafic routier qui se développe et les millions de mobylettes ou motos. - LVOG)

À l'heure actuelle, seuls le Gujarat (ouest), terre de Gandhi et de Modi, et le petit Nagaland (nord-est) appliquent une prohibition totale. La région touristique du Kerala (sud) est en train de démanteler la sienne pour des raisons économiques.

(Elle avait été instaurée par les "communistes" qui sont restés au pouvoir pendant une quarantaine d'années au Kerala. - LVOG)

Mais pour Hartosh Singh Bal, rédacteur en chef politique du mensuel Caravan, la prohibition constitue avant tout "un expédient politique à un problème compliqué".

"L'alcoolisme est un enjeu majeur dans nombre de foyers indiens pauvres, c'est pourquoi la prohibition a les faveurs d'une base populaire, particulièrement chez les femmes", explique-t-il. (Ces salopards instrumentalisent une fois de plus les femmes qui sont les plus arriérées ou illettrées pour justifier leur politique répressive, en s'en foutant bien de leur sort. - LVOG)

C'est en effet au nom du bien des masses que les autorités justifient cette mesure: "c'est pour les pauvres. Vous n'imaginez même pas combien cela les rend heureux", a déclaré le ministre en chef du Bihar, Nitish Kumar, dans un discours l'année dernière.

(C'est vrai que c'est un terrible fléau et pas seulement chez les pauvres. Mais pourquoi les Indiens picolent ainsi, sinon qu'ils ne supportent pas leur condition épouvantable, et qui d'autres en est responsable sinon les autorités. - LVOG)

Chauffeur de taxi à Patna, la capitale du Bihar, Jhagru Mahto assure que cette loi a changé sa vie.

"J'étais un alcoolique mais j'ai cessé par peur d'être arrêté et jeté en prison après la prohibition. Ma femme est très contente et chante les louanges du gouvernement", confie-t-il à l'AFP. (L'AFP en a trouvé une qui "chante les louanges du gouvernement" ! Moi je peux vous dire que je ne connais pas un Indien ou une Indienne qui soutienne Modi. - LVOG)

Contrecoup de l'interdiction, un marché noir de l'alcool de contrebande se développe, suggèrent les médias indiens. Il est ainsi possible, particulièrement à Patna, de se procurer de la boisson pour trois à quatre fois le prix du marché qui prévalait auparavant.

(Comme cette mafia est en rapport avec les partis politiques totalement corrompus, quand elle n'en est pas directement issue, inutile de se demander à qui profite la prohibition, on connaît la réponse. Il y a plus de 10 ans de cela, par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères j'avais prêté de l'argent à un de ces politiciens véreux, il s'appelait Sinaturaï, qui la nuit faisait du trafic d'alcool. Il m'avait expliqué qu'il ne prenait aucun risque, parce qu'il était escorté par la police locale qu'il arrosait ! C'est l'Inde, quoi ! - LVOG)

Les critiques redoutent qu'en l'absence d'alcool légal, les buveurs ne se rabattent sur des liquides artisanaux et frelatés, qui font chaque année des dizaines de morts en Inde.

(C'est ce genre d'alcool que mon politicien vendait. - LVOG)

Pour les finances du Bihar, le manque à gagner fiscal s'élève à 800 millions de dollars par an.

"La perte de revenus n'est rien à côté des gains sanitaires et sociaux", juge Aditya Kumar Das, responsable de la police des taxes du Bihar.

(Comme si c'était le cadet de ses soucis, qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre ! - LVOG)

"Les femmes, particulièrement dans les milieux pauvres, ont davantage de moyens car les hommes dépensent maintenant leur argent en provisions plutôt qu'en alcool", assure-t-il.

(Assurément, dorénavant ils ont accès au crédit et ils sont endettés jusqu'aux dents, à des taux usuraires ! Et puis maintenant ils ont des charges qu'ils n'avaient pas avant, ils doivent acheter de l'essence depuis qu'ils ont une mobylette ou une petite moto, payer l'électricité qui était gratuite avant, payer le téléphone car ils ont tous un ou plusieurs téléphones portables, etc. Avant ils avaient peu de besoins ou ils avaient accès à peu de besoins, donc ils avaient besoin de moins d'argent, c'est le miracle du développement en régime capitaliste, de la "croissance", ce qu'ils ont perdu en liberté, ils l'ont gagné en étant enchaînés à la société de consommation, quelle bonheur ! - LVOG)

Dans un éditorial consacré à la question, le vénérable quotidien The Hindu estime cependant que la prohibition n'a pas prouvé qu'elle pouvait "empêcher efficacement" l'alcoolisme en Inde.

(Comme nulle part ailleurs, jamais ! - LVOG)

"Cela a seulement criminalisé l'activité (de boire, ndlr), avec des conséquences désastreuses pour la santé individuelle, l'économie et l'administration", assène le journal. AFP 25 octobre 2017

Les Indiens qui ont envie de boire un verre doivent le faire en cachette de leur épouse, de leurs enfants, de leur famille, de leurs relations, de leurs voisins, jamais chez eux, ils vont se planquer dans un endroit isolé, le soir quand la nuit est tombée, ou alors dans un bistrot loin des regards accusateurs. Ils sont sans cesse humiliés, encouragés à mentir, après on s'étonne qu'ils soient à cran ou violent...

Tout le monde l'apprend un jour ou le sait, on les pousse à devenir hypocrite, à se dévaloriser à leurs propres yeux, ils n'ont vraiment aucune liberté. J'ai conscience d'être un privilégié, et vous ?

L'art de ménager la chèvre et le chou.

Cette expression est en fait tirée d'une énigme, contée au XIII^e siècle aux enfants pour les amener à réfléchir. Celle-ci raconte qu'un homme devait traverser une rivière avec un loup, une chèvre et un chou. Comme la barque était petite et que le loup risquait de dévorer la chèvre, ou la chèvre de manger le chou, il lui fallait trouver une solution pour ne faire aucune perte.

Ainsi, il conduisit la chèvre en premier sur l'autre rive, persuadé qu'il n'y avait aucun danger à laisser le chou avec le loup. Puis il revint chercher dans sa barque le loup et le chou. De cette façon, la chèvre ne mangea pas le chou et le loup ne mangea pas la chèvre.

Il existe plusieurs solutions possibles à cette énigme, mais elle démontre une chose : cet homme a voulu trouver le stratagème lui permettant de ne faire aucune perte, sans avoir à choisir, quitte à effectuer de nombreux allers et retours. Cette démarche est louable, mais pourtant utilisée de façon péjorative aujourd'hui pour signifier le fait de ne pas assumer un point de vue et de tirer parti de la situation quelle qu'en soit l'issue.

« *une personne qui cherche à ménager la chèvre et le chou (...) est en effet perçue comme cherchant à satisfaire des intérêts ou des protagonistes opposés.* » (projet-voltaire.fr)

En politique, c'est l'art de prétendre que l'on défend une politique, pour en réalité en soutenir une autre, toutes deux étant incompatibles entre elles. On appelle cela aussi tenir un double langage.

Bê. Non, rien de rien, non je ne regrette rien, du présent, du passé...

Leurs logiques et la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 octobre 2017 par Daniel Gluckstein.

C'est plus que "*regrettable*", c'est intolérable !

- "*Moins logique – et même tout à fait regrettable – peut sembler l'acharnement des dirigeants de partis ayant historiquement un lien avec le mouvement ouvrier (en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] et, dans une certaine mesure, Podemos) à nier la tenue et le résultat du référendum du 1er octobre...*"

Le "*historiquement*" appartient à une période définitivement révolue depuis des lustres, mais que certains dirigeants entretiennent. Entre se couper des appareils pourris du mouvement ouvrier ou des masses, que choisissent-ils ?

- "*Moins logiques – et tout aussi regrettables – peuvent sembler les propos tenus à l'Assemblée nationale le 10 octobre par Mélenchon...*"

De renégat du socialisme, Mélenchon est devenu un vulgaire affairiste depuis près de 40 ans, alors qu'il nous soit permis de douter fortement qu'il le regrettera un jour.

Et puis, que de précaution de langage pour ne pas froisser cette racaille ! C'est marrant ce besoin qu'ils ont de la ménager, c'est pitoyable, pathétique.

Ouf, ce n'était qu'une "*menace*" !

- "*En Espagne comme en France, le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de la démocratie.*"

En réalité, l'esprit du corporatisme est solidement implanté depuis également des lustres dans le mouvement ouvrier et particulièrement les syndicats, et c'est lui qui ravage nos droits ou acquis sociaux à travers la collaboration de classe (le dialogue social) qui n'a jamais cessé depuis plus d'un demi-siècle.

La graine du corporatisme était déjà présente dans le Front populaire, on peut même dire que c'était ce qui le caractérisait le mieux et fraya la voie au fascisme ou au régime de Vichy qui était des régimes corporatistes accomplis ou achevés.

Le réformisme ou le révisionnisme du socialisme portait en lui le corporatisme.

A en croire Gluckstein, puisque "*le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de la démocratie*", cela signifie que les régimes en France et en Espagne seraient démocratiques, et que les "*organisations ouvrières*" contrôlées ou dirigées par des agents du corporatisme seraient les garantes de la démocratie, pour ailleurs prétendre que les régimes en France et en Espagne sont antidémocratiques... c'est à vous rendre chèvre !

Rien que cela !

Et ne voilà-t-il pas que le "*peuple catalan*" se disposerait "*à abattre la monarchie franquiste*" !

Depuis quand les gouvernements occidentaux et les médias le savaient-ils ?

- Londres a espionné Trump pour le compte d'Obama - Réseau Voltaire - 6 mai 2017
- Qui organise les fuites contre Donald Trump ? - Réseau Voltaire - 10 juillet 2017
- L'administration Obama espionnait-elle son opposition ? - Réseau Voltaire - 3 août 2017
- Susan Rice admet avoir fait espionner Donald Trump - Réseau Voltaire - 16 septembre 2017

Et voilà qu'ils y viennent.

- Hillary Clinton aurait financé le dossier sur les liens de Donald Trump avec la Russie - Atlantico.fr 25 octobre 2017

Selon le Washington Post, l'équipe d'Hillary Clinton et le Comité national des démocrates (DNC) ont contribué au financement d'une partie du dossier concernant les liens de Donald Trump avec la Russie pendant la campagne présidentielle. Concrètement, en avril 2016, l'avocat Marc Elias, qui travaillait pour la campagne de la candidate démocrate et le DNC, a retenu l'entreprise Fusion GPS, basée à Washington, pour enquêter sur les relations du candidat républicain avec Moscou, indique le journal. L'entreprise aurait reçu des paiements jusqu'à quelques jours avant l'élection présidentielle de novembre.

Un rapport préparé par l'ancien agent du MI6 Christopher Steele

D'après le Washington Post, lors des primaires, un des rivaux républicains de Donald Trump, dont le journal ne dévoile pas l'identité, avait aussi payé Fusion GPS pour effectuer des recherches sur le candidat à la Maison-Blanche. La commission du renseignement de la Chambre des représentants a demandé à accéder aux comptes bancaires de cette entreprise, qui a elle-même réclamé à un juge fédéral le rejet de cette requête au prétexte que cela violerait ses droits constitutionnels.

Le travail de Fusion GPS sur Donald Trump a donné lieu à un rapport de 35 pages. Celui-ci a été préparé par un ancien agent du MI6 Christophe Steele (contre-espionnage britannique). Il a par la suite constitué une pièce maîtresse des enquêtes du Congrès sur les ingérences de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il comportait notamment de nombreuses allégations compromettantes pour Donald Trump, notamment l'existence d'une vidéo à caractère sexuel impliquant des prostituées ou des échanges d'informations pendant près d'une décennie avec le Kremlin. Donald Trump a qualifié ce rapport de "fake news", de désinformation. Atlantico.fr 25 octobre 2017

Merci au passage à monsieur Meyssan, c'est la moindre des choses.

On assiste bien à un tournant de la situation mondiale.

Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/article198471.html>

- **L'Arabie saoudite pourrait abandonner le wahhabisme - Réseau Voltaire**

Ouvrant la conférence Future Investment Initiative, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, a déclaré son intention de transformer la société saoudienne, de la rendre « normale, tolérante et bonne ».

Au cours des derniers mois, le prince a alterné des mesures politiques autocratiques (emprisonnement de leaders d'opposition) et des mesures sociétales ouvertes (comme l'autorisation donnée aux femmes de conduire leur voiture).

L'engagement du prince est la suite logique de l'évolution de son pays après le discours du président Trump à Riyad, le 21 mai 2017. L'Arabie saoudite a cessé de soutenir les groupes jihadistes et s'est militairement retirée de Syrie. Le pays envisage maintenant de démanteler l'idéologie wahhabite qui a fourni le terreau aux Frères musulmans pour inventer le jihadisme. La troisième étape devrait voir la transformation de la Ligue islamique mondiale. La difficulté réside dans l'alliance historique entre le fondateur de la dynastie des Séoud et celui du wahhabisme, Mohammed ben Abdelwahhab. Réseau Voltaire - 25 octobre 2017

Voyons comment l'AFP adapte sa rhétorique à ce revirement qu'elle réprovoque à demi-mot.

"Selon des analystes", l'AFP ne tient à se mouiller avant de juger sur pièces.

AFP- Le surprenant discours a été prononcé en plein chantier de réformes inspirées par le prince et qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'Histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la puissante caste des religieux conservateurs qui ont dominé l'espace public pendant des décennies, selon des analystes.

AFP- Ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme*".

- (Mohamed Ben Salmane) Il a promis un retour à un "*islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions*", alors que ses détracteurs dénoncent régulièrement son "*autoritarisme*".

Il semblerait que l'AFP ait formulé un vœux timide.

AFP- La vision d'une "*Arabie modérée*", longtemps considérée comme un oxymoron, est risquée et pourrait déclencher une réaction des conservateurs.

Et voilà que les "*experts*" qui entrent en scène.

AFP- Pour des experts, les déclarations et les mesures annoncées par le prince Mohammed, fils du roi Salmane (81 ans), constituent un bouleversement pour le royaume régi depuis sa création par le wahhabisme.

Puis c'est au tour des "*analystes économiques*".

AFP- "*Seuls les rêveurs sont les bienvenus* ", a clamé le prince Mohammed, alors que des analystes économiques redoutent des changements trop rapides dans le royaume.

Pour finir sur une note pessimiste qui avait valeur d'un souhait invouable de la part de l'Agence Française de Propagande.

AFP- "*On peut dire qu'il en fait trop, trop peu ou trop tard*", a dit Stephen Potter, vice-président de la compagnie Northern Trust basée à Chicago, présent au forum.

"*Mais on est tous d'accord: le changement est nécessaire et c'est mieux que de ne rien faire*". AFP 25 octobre 2017

L'Assemblée nationale ou la basse-cour du monarque (de la ploutocratie).

- Un député LR fustige l'interdiction pour les LREM de signer des amendements d'autres groupes - AFP 25 octobre 2017

Le député LR Aurélien Pradié s'indigne de l'interdiction faite aux élus LREM de signer des amendements d'autres groupes, sous peine de sanctions, y voyant une "violation de la liberté de conscience et d'action", dans un courrier au président de l'Assemblée, qu'il exhorte à agir.

La Constitution consacre le droit d'amendement des députés, avec de possibles "restrictions extrêmement limitées", rappelle cet élu du Lot dans sa lettre adressée à François de Rugy (LREM). Il affirme avoir pris connaissance avec "une certaine stupéfaction" et "une inquiétude réelle" d'un article du règlement interne du groupe majoritaire, en vigueur depuis le mois de juillet.

Il est signifié dans cet article que les députés membres du groupe LREM ou apparentés "ne cosignent aucun amendement ou proposition de loi ou de résolution issus d'un autre groupe", sous peine de sanctions.

En cas de "manquement aux dispositions du règlement, aux valeurs de la déclaration du groupe ou de faute grave", le président convoque l'intéressé et entend ses observations, peut le déférer devant le bureau du groupe, lequel, après avoir entendu l'intéressé, peut prendre des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive, selon un autre article du règlement.

L'interdiction de cosigner des amendements est "une folie" et "une violation manifeste de la liberté de conscience et d'action des députés", juge M. Pradié. Et "le président de l'Assemblée, par-delà son appartenance politique, se doit d'être le premier garant de la liberté d'action constitutionnelle qui revient à chaque député de la nation" et doit empêcher qu'une "limite soit dépassée", écrit-il.

"L'Assemblée nationale n'est pas la cour du Roi", plaide encore cet élu de droite, demandant "combien de grandes lois de la République n'auraient jamais vu le jour ni positivement évolué sans l'action de députés libres" et si le souhait pour l'avenir est d'avoir "un "Parlement Darty" seulement chargé d'assurer le service après-vente d'un président". AFP 25 octobre 2017

Du ministère de la désinformation.

- "Le budget réaffirme le soutien à la presse", assure Françoise Nyssen - AFP

La ministre de la Culture Françoise Nyssen a estimé mercredi que le budget 2018 "réaffirmait" le soutien à la presse du gouvernement, avec des moyens "quasiment stables" pour les secteurs presse, livres et industries culturelles.

"A périmètre constant, par rapport à 2017, les moyens consacrés à ces programmes (presse, livres et industries culturelles) sont quasiment stables pour 2018", a-t-elle indiqué devant la commission culture du Sénat.

"Le budget pour 2018 réaffirme le soutien à la presse" du gouvernement et "sanctuarise les deux priorités qui guident notre politique: le pluralisme, les aides au pluralisme sont intégralement maintenues, et la transition technologique", a-t-elle détaillé.

"Nous devons soutenir les innovations technologiques de la filière, que ce soit l'émergence de nouveaux médias ou la transformation numérique de médias plus anciens", a poursuivi la ministre, assurant que "tous les dispositifs d'aide à l'innovation sont préservés".

"S'agissant de l'Agence France-Presse, ses moyens sont légèrement ajustés par rapport à cette année mais consolidés à un niveau supérieur à celui prévu au COM (contrat d'objectif et de moyens)", a ajouté la ministre.

"Nous avons engagé une réflexion avec l'AFP sur l'accompagnement de ses projets stratégiques, de ses investissements technologiques et du développement de sa marque", précise la ministre.
AFP 25 octobre 2017

"Une relative stabilité"... de la désinformation.

- Forte baisse du nombre de chômeurs en septembre - AFP

« On est sur une très légère baisse du chômage » tempère Éric Heyer - Publicsenat.fr

Éric Heyer, économiste de l'OFCE, Éric Heyer.

Après deux mois de hausse, le nombre de chômeurs a connu une forte baisse en septembre. Il s'agit de la plus forte baisse jamais observée depuis début 2001. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (aucune activité) a chuté de 64 800 personnes en septembre soit une baisse de 1,8 % en France métropolitaine, selon les chiffres de la DARES (organisme statistique rattaché au ministère du Travail).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C baisse de seulement 0,5 % sur un mois tandis que son nombre progresse de 2,6 % sur un an. Ces chiffres démontrent en réalité une relative stabilité des chiffres du chômage depuis le début de l'année. Publicsenat.fr 25 octobre 2017

Ils osent tout.

- «Sugardaddy». Des pubs incitant à la prostitution étudiante à Paris - Liberation.fr

Depuis mardi à Paris, un camion publicitaire vantant le site RichMeetBeautiful.fr fait le tour des facs à la recherche d'étudiants qui voudraient rencontrer... Liberation.fr

- Veine de cocu - Liberation.fr

Satanés baby-boomers... Ils ont tout eu. Vont-ils en rendre un peu ? C'est un fait que la génération née après la guerre, qui arrive aujourd'hui à l'âge de la...Liberation.fr

- En Ile-de-France, un bus pour apprendre le code informatique aux enfants - Liberation.fr

Sillonnant la région parisienne, le «Coding bus» va à la rencontre d'écoliers et de collégiens dans les zones d'éducation prioritaire, pour leur transmettre... Liberation.fr

- «On vit toujours avec l'idée que les retraités sont pauvres» - Liberation.fr

- Pour Jean Bizet, le glyphosate peut être cancérigène « mais comme le café ou la charcuterie » - Publicsenat.fr

Lors d'un débat dans l'émission Sénat 360, Jean Bizet, président LR de la commission des affaires européennes du Sénat, a estimé que le glyphosate n'était pas un problème de santé publique. Publicsenat.fr

- Qui veut faire disparaître le drapeau anti-Trump de - Liberation.fr
- Traité Ceta : Hulot veut mettre en place « une forme de veto climatique » - LeParisien.fr
- Laurent Wauquiez s'insurge contre «les élites» - LeFigaro.fr
- Hulot veut aider l'économie sociale et solidaire à "changer d'échelle" - AFP
- « Le PS doit se réaffirmer comme un parti de gauche » - Publicsenat.fr
- Allemagne: des agents de sécurité incitent des migrants à la prostitution, selon la TV publique - AFP
- Nouvelles mesures de sécurité pour les passagers volant vers les Etats-Unis - AFP

...avec notamment des interrogatoires plus détaillés pour les passagers, ont indiqué plusieurs compagnies aériennes internationales mercredi.

Les compagnies ont indiqué que les passagers devaient prévoir d'arriver plus tôt pour tenir compte des délais que ces nouvelles mesures pourraient entraîner.

La semaine dernière, des élus du Congrès américain se sont rendus dans des aéroports d'Europe et du Moyen-Orient pour inspecter les conditions de sécurité en place et discuter de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

"Cette visite en Europe et au Moyen-Orient est intervenue à un moment crucial, car les terroristes restent déterminés à détruire des avions", a déclaré mercredi le représentant John Katkoin. "Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour devancer la menace évolutive envers le secteur mondial de l'aviation", a-t-il ajouté. AFP 26 octobre 2017

- Etats-Unis : À Honolulu, traverser la rue en regardant son smartphone peut coûter 30 euros - Franceinfo

La mesure est entrée en vigueur mercredi. La ville de l'Etat de Hawaï veut faire diminuer les risques d'accidents aux passages piétons. Franceinfo

- Yémen: Etats-Unis et pays du Golfe sanctionnent des chefs jihadistes - AFP
- Brésil: Pas de procès pour Temer, la voie dégagée pour les réformes - AFP

Le président brésilien Michel Temer a sauvé une nouvelle fois son mandat mercredi grâce à un vote des députés qui lève l'hypothèque de son procès pour corruption et dégage la voie pour ses réformes d'austérité réclamées par les milieux économiques. AFP

- Israël va remettre pour la 1e fois la médaille de "Juste" décernée à un Arabe - AFP
- Israël approuve un vaste projet pour colons au coeur de Jérusalem-Est - AFP

Israël a approuvé mercredi un vaste projet de logements pour des juifs en plein dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est occupée. AFP